« Démocratie » et « représentation » sous le Directoire, 1795–1799

Minchul Kim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2242>

DOI : 10.4000/lrf.2242

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Minchul Kim, « « Démocratie » et « représentation » sous le Directoire, 1795–1799 », *La Révolution française* [En ligne], 15 | 2018, mis en ligne le 13 décembre 2018, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.2242>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© La Révolution française

« Démocratie » et « représentation » sous le Directoire, 1795–1799

Minchul Kim

NOTE DE L'ÉDITEUR

Thèse soutenue par Minchul Kim et dirigée par M. le Professeur Richard Whatmore (université St Andrews, IIH, History), le 4 juin 2018. Le Jury était composé de M. le Professeur James A. Harris (juré interne, St Andrews, IIH, Philosophy) et M. le Professeur Pierre Serna (juré externe, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IHRF/IHMC).

- 1 La présente thèse a pour objet d'examiner sous des angles nouveaux la théorie de la « démocratie représentative » pendant la Révolution française, notamment sous le Directoire. Des pamphlets, des journaux, des lettres et des notes – personnelles et issues de différents débats menés au sein des Conseils – ont été utilisés comme sources principales pour la reconstruction des perspectives démocratiques de cette période. Au XVIII^e siècle prérévolutionnaire, la démocratie a été unanimement dénoncée, car elle était considérée comme une forme de gouvernement inadaptée, voire chimérique pour les êtres humains passionnés, vivant dans les sociétés modernes « marchandes ». La « démocratie représentative » paraît alors un oxymore : il s'agit d'un néologisme inventé par les démocrates à une époque où le « gouvernement représentatif » et la « démocratie » sont vus comme des notions diamétralement opposées l'une à l'autre.
- 2 Cette pensée politique des démocrates s'explique par deux facteurs, le premier étant les conditions politiques, économiques et internationales de la République en guerre, le second étant l'inquiétude issue de la notion du « déclin démocratique ». Cette notion émane des traditions intellectuelles, établies depuis longtemps, d'après lesquelles l'histoire de la Grèce et de la République romaine serait la preuve que la démocratie et le gouvernement populaire conduisent inévitablement à l'anarchie, au despotisme et au gouvernement militaire. Cette angoisse a poussé les républicains directoriaux à

chercher à résoudre une situation difficile (comment éviter le retour à la Terreur, gagner la guerre et stabiliser la République sans inviter le gouvernement militaire ?) par la promotion de la notion de « gouvernement représentatif », ce qui entend définir une république moderne basée sur un rejet ferme de la politique « démocratique ».

- 3 Pour de nombreux historiens, la Révolution n'était pas capable de remédier aux maux inhérents à la « démocratie » avec l'antidote de la « représentation ». Les historiens des idées, à savoir Pierre Rosanvallon et d'autres collègues éminents de François Furet, présentent la pensée politique de la démocratie et de la représentation sous la Révolution française dans le cadre dichotomique d'un antagonisme irréconciliable entre les deux pulsions politiques. Ils prétendent que la Révolution n'a pas fourni une alternative à cette dichotomie et a légué à la postérité un choix manichéen entre « l'étatisme » de l'ancienne démocratie directe et « l'individualisme » de la représentation libérale moderne. Apparemment, à côté de cette image se trouve l'idée de la souveraineté populaire née de Rousseau, Robespierre et Marat, avec l'implication de la politique populaire et de la démocratie directe. À l'opposé se trouve l'idée, incarnée par Sieyès, d'un gouvernement représentatif rejetant la participation politique du peuple et embrassant le discours de la société marchande en hausse, tenant ainsi la « représentation » non pas comme un mal nécessaire mais comme un art politique et social qui est supérieur à la « démocratie ». On a souvent affirmé qu'un demi-siècle seulement a suffi pour que les conceptions et les théories qui ont véritablement résolu cette dichotomie soient apparues au premier plan du champ politique français.
- 4 Toutefois, malgré la quasi-dominance d'une telle interprétation, nous pensons qu'une conclusion très différente peut être tirée si nous prenons mieux en compte la période directoriale, que semblent en fait négliger ces historiens. Thermidor n'est pas la mort d'une glorieuse révolution populaire mais, au contraire, une ouverture sur la possibilité de relancer l'expérience républicaine grâce aux acquis de la période précédente. Les années post-thermidoriennes offrent également de nombreuses occasions aux acteurs politiques de remettre en question les principes révolutionnaires et leurs implications dans la vie réelle, définissant les pouvoirs des organes constitutifs du nouvel ordre politique et établissant les contours des agents politiques naissants tels que journaux et clubs. Ces préoccupations doivent faire face à l'expansion de la guerre et à l'effondrement de l'économie, tout en gardant intacts les principes de liberté et d'égalité et en inscrivant la perspective de leur concrétisation dans le cadre d'un avenir possible et réel.
- 5 Nous entrons ici dans le chantier qu'ouvrent Bernard Gainot, Raymonde Monnier, Pierre Serna et Isser Woloch pour approfondir les études des théories de la « démocratie représentative », de la « république démocratique » et des « institutions démocratiques » pendant le Directoire¹. Pour comprendre les paroles des démocrates, il faut aussi penser à leurs stratégies discursives et politiques impliquées dans ce mouvement à la fois politique et intellectuel. Si l'on peut maintenant considérer comme des faits établis l'existence de l'idée de la « démocratie représentative » et son importance dans le mouvement « démocratique » sous le Directoire, l'idée elle-même n'a pas encore bénéficié d'une analyse minutieuse. En plus de la nécessité d'une étude complète de la pensée politique des démocrates, l'enjeu de la « représentation » et de la « démocratie » dans la Révolution doit aussi être réexaminé : cette tâche s'inscrit donc dans notre programme.

- 6 Il est temps de nous libérer de la prédominance monopolistique de Sieyès dans l'historiographie de la représentation politique et de passer à une vision plus nuancée des idées sous la Révolution. Contre Sieyès et les républicains « conservateurs » du Directoire, les démocrates ressuscitèrent leur recherche d'une solution pour les conduire à une « république démocratique » tout en leur épargnant le retour de l'an II. Il s'agit de comprendre comment ce processus se lie si profondément aux changements de signification des termes, de voir comment ces changements s'effectuent dans les contextes révolutionnaires et, enfin, de comprendre ce que la vision démocratique implique dans les domaines de la constitution, de l'économie politique, de la religion, de la guerre et de l'ordre européen.

* *

*

- 7 Sur le plan méthodologique, l'essentiel de l'étude de la pensée politique de la Révolution française partage trois problèmes. Premièrement, les analyses deviennent souvent inexactes ou incorrectes en raison des mots du passé qui sont extraits de leur contexte spécifique et confondus chez certains historiens avec les mots de nos jours qui portent des significations différentes. Pire, on a tendance à assimiler « démocratie » à « républicanisme ». De même, l'utilisation anachronique du terme « démocratie représentative » s'avère assez imprudente dans certains cas, car on risque de mélanger les différentes temporalités que ce terme peut présenter.
- 8 Deuxièmement, l'insistance des révolutionnaires sur le « commerce » est souvent complètement ignorée. Le XVIII^e siècle est l'ère du commerce. Les perspectives en Europe, en particulier dans la partie occidentale, sont caractérisées par la montée du commerce généralisé. Il va donc de soi que l'économie politique acquiert une importance primordiale dans la pensée politique. Cependant, à quelques exceptions près, la majeure partie de l'historiographie a laissé cela de côté, s'inspirant toujours largement de la tradition de l'histoire de la pensée politique de l'Antiquité au XVII^e siècle.
- 9 Troisièmement, le souci des contemporains pour les politiques internationales complexes en Europe n'a pas suffisamment été analysé. La guerre et la paix sont des éléments cruciaux qui permettent de comprendre les positions politiques des États au XVIII^e siècle. La concurrence militaire et commerciale en Europe, les réactions vis-à-vis de la menace de l'« Orient » et les réformes intérieures se lient étroitement². Nous essayons donc de rendre compte de l'opinion des révolutionnaires qui ont cru que la durabilité de la République dépendait directement de la perspective future de l'Europe, et surtout de la victoire de la France contre l'Angleterre. La lecture du projet des démocrates pour un nouvel ordre européen exige la compréhension de leurs pensées morale, politique et économique, qui interagissent activement. Elle invite également à s'interroger quant au modèle d'Europe que leur projet promeut afin de stabiliser (par républicanisation et paix) et faire prospérer (par l'économie politique démocratique) le continent.
- 10 Nos recherches sont par ailleurs largement redevables aux six volumes de *Barbarism and Religion* de J. G. A. Pocock qui permettent de saisir ce que les histoires de Rome, de la France, de l'Europe et de l'Orient ont signifié pour les démocrates. Dans cette optique, il faut d'abord examiner pourquoi la « démocratie » a été globalement rejetée : c'est, nous

semble-t-il, parce qu'un tel gouvernement s'associe, dans les traditions intellectuelles du XVIII^e siècle, à l'histoire du déclin et de la chute des anciens empires qui incorporait le gouvernement populaire – et, par conséquent, le gouvernement militaire – à une figure césarienne. Nous passons ensuite à l'examen des réponses dominantes « monarchistes » et « républicaines » à ce problème, qui proposent diverses théories du « gouvernement représentatif ». Le fil conducteur de ces théories est le rejet obsessionnel de la « démocratie » : le peuple est ici considéré comme une foule de populace ignorante et dangereuse. Puis notre thèse tâchera de montrer comment des graines de la « démocratie » sont semées avant Thermidor, au milieu des tumultes de l'invention de la République. Aux côtés de Robert, Dufourny, Paine et Robespierre, Condorcet est une figure très importante à ce stade parce qu'il désavoua directement les notions données de son siècle (par exemple, que la démocratie encourage inévitablement le gouvernement militaire) et aussi parce qu'il fut admiré par les démocrates après le 9 thermidor an II.

- 11 Sur la base de ce contexte de débat, nous analyserons ensuite les arguments en faveur de la « démocratie » sous le Directoire. Les démocrates ne veulent pas que l'an II se répète. Ils ne sont pas des « terroristes », nostalgiques du gouvernement révolutionnaire. De leur point de vue, le gouvernement post-thermidorien aurait « paralysé » la nation et dégradé l'état de choses encore plus gravement que celui de l'an II. Pour les démocrates, force est de constater que le Directoire est tenu dans une impasse au milieu de la guerre, de l'effondrement économique, des coups d'État et du chaos électoral, et que la République se dirige vers l'oligarchie et la répression. Les démocrates conçoivent alors des théories pour conduire la France vers ce qu'ils considèrent comme le véritable but de la Révolution : la « république démocratique ». Or ces tentatives impliquent la redéfinition de la « démocratie » et l'élaboration de sa relation à la « représentation », dont le processus est loin d'être simple. Leurs points de vue n'étaient pas identiques, mais leurs projets avaient un noyau commun : la vision d'une liberté réelle soutenue par l'éducation populaire, une armée patriotique et une économie industrielle née des mœurs républicaines.
- 12 L'analyse, qui intègre une douzaine de démocrates, se compose notamment autour de trois penseurs : Pierre-Antoine Antonelle, Pierre-Jean-Baptiste « Publicola » Chaussard et Antoine Français de Nantes. Nous passons au crible leurs idées de mœurs, de constitution, de législation, de machine électorale, d'armée, de population, d'agriculture, de manufacture, de commerce, d'égalité et de républiques sœurs. Dans l'économie politique des démocrates, les paysans de petite taille et la petite industrie manufacturière sont considérés comme des unités idéales pour la production (plus grande production globale), pour la défense (plus grande population) ainsi que pour les mœurs (amélioration laborieuse des conditions de vie). Le suffrage universel et la promotion progressive dans la représentation électorale (différente de la méthode « top-down » de Sieyès) va empêcher la répétition du déclin romain en favorisant la diligence et la participation. Le gouvernement doit superviser les transactions commerciales sans privilégier un domaine ou un entrepreneur spécifique, et le commerce extérieur doit rester « passif ». Il faut rejeter l'impôt indirect sur les nécessités et introduire l'impôt progressif. Ces éléments s'unissent à un ensemble de visions sous le drapeau de la « démocratie représentative » qui, en tant que dispositif constitutionnel, implique le contrôle populaire des élus. Comme ce « contrôle » et la censure du peuple le démontrent, c'est en partie en retenant la notion de démocratie du XVIII^e siècle comme une forme politique opposée à un gouvernement simplement élu

qu'elle se combine avec la représentation. Mais « démocratie » lui-même est également transformé en « démocratie représentative », et cet usage commence à se faire remarquer dans les discours et écrits de Condorcet et de Robespierre avant l'an III. Par conséquent, quand les démocrates élaborent la théorie de la « démocratie représentative » durant le Directoire, ils n'inventent pas quelque chose d'entièrement nouveau. En tant que projet politique avec un avenir réaliste et se refusant à une simple spéculation utopique, la « démocratie représentative » est en effet un produit de l'expérience démocratique rendue possible par la Révolution.

- 13 Les démocrates visent à éviter les pièges de l'oligarchie et du gouvernement militaire. Pour eux, la clé réside dans le principe organisateur de l'État et de la société pour favoriser les mœurs démocratiques, celles qui sont à leur tour la clé de la liberté durable. À la différence de la thèse surannée du « culte de l'Antiquité » des révolutionnaires radicaux, il faut plutôt souligner que les idées des démocrates pour l'avenir se fondent sur la conscience aiguë que la société moderne ne peut jamais revenir à la politique d'Athènes, de Sparte ou de Rome, où les conditions économiques, culturelles et scientifiques étaient radicalement différentes. Ils envisagent une république démocratique au sein de la modernité : cela veut dire que les idées radicales des années 1790 ne sont pas plus dans le cadre dichotomique des Anciens et des Modernes.
- 14 La « démocratie représentative » se trouve ici opposée à ce que James Livesey appelle « un nouveau républicanisme démocratique ». Le genre de républicanisme sous le Directoire qu'il présente comme « démocratique » et « marchand » refuse en fait fermement la « démocratie » telle qu'elle a été comprise à l'époque de la Révolution³. C'est précisément contre ce genre de pensée politique, que nous voudrions appeler « républicanisme marchand des directoriaux », que les démocrates défendent leur ambition commune de la démocratisation politique, culturelle et sociale et articulent en détail ce qu'une telle démocratisation radicale signifierait pour l'avenir de la France et de l'Europe⁴.

* *

*

- 15 Les résultats de cette thèse élucident, nous l'espérons, les éléments de continuité et de rupture entre les Lumières et la Révolution française. La vision démocratique que nous avons étudiée démontre que les révolutionnaires, bien qu'immergés dans une politique réelle et urgente, ne sont pas seulement des hommes politiques mais aussi des « petits philosophes » qui s'appuient inévitablement sur l'économie politique des Lumières et sur la philosophie morale, politique et naturelle héritée de l'Ancien Régime pour spéculer sur le passé et l'avenir de l'Europe du point de vue des années 1790. Ils s'approprient les idées et les expériences de leur siècle et de leur Révolution, incorporant le droit naturel et la représentation à la tradition républicaine de « vivre civile e politico », pour arriver enfin au plaidoyer de la république dans les grands états, puis de la démocratie dans les grands états. Dans ce processus, le sens de l'histoire hérité du XVIII^e siècle reste vigoureux dans les préoccupations des révolutionnaires. L'histoire de Rome et de l'Europe, racontée par les Lumières, se cache toujours derrière la scène, leur apprenant à se garder du glorieux césarisme et du luxe efféminé.⁵

NOTES

1. Isser WOLOCH, *Jacobin Legacy : The Democratic Movement under the Directory*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1970 ; Pierre SERNA, *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Éditions du Félin, 1997 ; Bernard GAINOT, *1799, un nouveau Jacobinisme? La démocratie représentative, une alternative à brumaire*, Paris, CTHS, 2001 ; Raymonde MONNIER, « « Démocratie représentative » ou « république démocratique » : de la querelle des mots (République) à la querelle des anciens et des modernes », *Annales historiques de la Révolution française*, 325 (2001), p. 1-21.
 2. Minchul KIM, « Volney and the French Revolution », *Journal of the History of Ideas*, 79:2 (2018), p. 221-242.
 3. James LIVESEY, *Making Democracy in the French Revolution*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2001, p. 2-3, 234.
 4. Minchul KIM, « Pierre-Antoine Antonelle and representative democracy in the French Revolution », *History of European Ideas*, 44:3 (2018), p. 344-369.
 5. Minchul KIM, « Republicanism in the age of commerce and revolutions: Barère's reading of Montesquieu », *French History*, 30:3 (2016), p. 354-375.
-

AUTEUR

MINCHUL KIM

PhD in Modern History

School of History

University of St Andrews, Écosse